

Bujumbura accuse à nouveau Kigali d'investir dans la déstabilisation du Burundi

@rib News, 08/11/2017 Source Xinhua Le Burundi accuse le Rwanda de "continuer d'être un mauvais voisin" Le gouvernement burundais a accusé mercredi le Rwanda de "continuer d'être un mauvais voisin" depuis l'éclatement de la crise burundaise d'avril 2015 ce jour.

"Nous sommes bel et bien au courant que le régime rwandais du président Kagame continue d'investir dans la déstabilisation du Burundi en incitant les jeunes se trouvant dans des camps de réfugiés burundais sur son sol à s'enrôler dans des mouvements armés dans une perspective de mener des attaques sur leur patrie", a déclaré l'assistant du ministre burundais de l'Intérieur et de la Formation Patriotique, Thérence Ntahiraja, lors d'un point de presse tenu mercredi en marge des travaux d'un forum des formations politiques agrariennes. M. Ntahiraja a illustré ses propos par une attaque armée menée en juillet 2015 contre le Burundi dans la commune de Bukinanyana relevant de la province burundaise de Cibitoke (nord-ouest) directement frontalière du sud du Rwanda. "Le Burundi a déjà officiellement porté plainte contre le Rwanda devant des instances régionales et internationales comme la Communauté Est-Africaine (CEA), l'Union Africaine (UA), et l'ONU. Tant que la résolution de ce contentieux burundo-rwandais n'aura pas trouvé une issue favorable dans le sens de mettre fin à ces agressions du voisin rwandais, la normalisation des relations politiques entre le Burundi et le Rwanda, s'avèrent difficiles", a-t-il estimé. L'intervention de M. Ntahiraja, a reçu un écho favorable auprès du président du forum des partis politiques agrariens, le député Flicien Nduwuburundi. Ainsi, il lui a emboîté pas en appelant l'ONU à "prendre des sanctions contre le Rwanda" pour le rôle joué dans la déstabilisation des institutions burundaises issues du verdict électoral de 2015. A certaines occasions des foras internationaux organisés sous les auspices de l'ONU ou de l'UA, les autorités rwandaises, à divers échelons de la haute hiérarchie gouvernementale, ont toujours nié ces accusations des autorités burundaises.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});